



PREFECTURE DU LOIRET

**DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT**

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DES RISQUES  
INDUSTRIELS

AFFAIRE SUIVIE PAR MME PARET/CG  
 TÉLÉPHONE 02 38 81 41 30  
 COURRIEL annick.paret@loiret.pref.gouv.fr  
 RÉFÉRENCE AP MODIF GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS SARAN

MME PARET/CG

02 38 81 41 30

annick.paret@loiret.pref.gouv.fr

AP MODIE GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS SARAN

SUBDIVISIONS D'ORLÉANS  
- 1 AVR. 2008  
COURRIER ARRIVÉ

3 AVR. 2008

Da mi's son Cedric

Division EISS			
Noms	Dest.	Cie	Oit
JPR			
PB			
BD			
NB			
Ca M			
FB			
AP			
AG			
CM			
AT			
SIL			
DG			
Secrétariat			

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**modifiant celui du 13 juillet 2006**

autorisant la Société GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS (ex EURINPRO)  
à exploiter des bâtiments d'entrepôt sur la ZAC du Champ Rouge à SARAN

Le Préfet de la Région Centre  
Préfet du Loiret  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment le Livre I, le Titre 1<sup>er</sup> du Livre II, et le Titre 1<sup>er</sup> du Livre V (parties législative et réglementaire),

Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles R.1416-1 et R.1416-23,

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, autorisant la société EURINPRO à exploiter des bâtiments d'entreposage sur la ZAC du Champ rouge à SARAN,

Vu le récépissé de cession de la société EURINPRO à la société GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS en date du 15 novembre 2007,

Vu la demande présentée le 8 janvier 2008 par la société GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS relative à la modification des volumes de rétention des eaux d'extinction incendie,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 15 janvier 2008,

Vu la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et des propositions de l'inspecteur,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 28 février 2008,

Vu la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant respectent l'instruction D9A (Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction) prescrite par le Service Départemental d'Incendie et de Secours,

Considérant que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

L'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007 est abrogé et est remplacé par les termes suivants :

#### **« Article 7.5.7 Protection des milieux récepteurs**

##### **Bassin de confinement et bassin d'orage**

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 388 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.8. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. »

### Article 2 – Sanctions administratives

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui lui seraient imposées par la suite, le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret pourra :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;
- soit suspendre par arrêté, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, le fonctionnement de l'installation.

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

### Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif (article L.514.6 du Code de l'Environnement) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

### Article 4 :

Le maire de SARAN est chargé de :

➤ joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classée dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

➤ afficher à la mairie, pendant une durée minimum d'un mois, un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le maire au préfet de la région Centre, préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Aménagement - Bureau de l'Aménagement et des Risques Industriels.

### Article 5 - Affichage


Un extrait du présent arrêté devra être affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

### Article 6 - Publicité

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

### Article 7 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de SARAN et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Orléans, le 26 MAR. 2008  
Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,  
  
Michel BERGUE

**DIFFUSION :**

- ☐ Original : dossier
- ☐ Intéressé : Société GOODMAN LOGISTICS DEVELOPMENTS
- ☐ M. le Maire de SARAN
- ☐ MM. les Maires d'ORMES, INGRE, GIDY et CERCOTTES
- ☐ M. l'inspecteur des installations classées  
direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr  
45590 SAINT CYR EN VAL
- ☐ M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
6 rue Charles de Coulomb - 45077 Orléans cedex 2
- ☐ M. le directeur départemental de l'équipement du Loiret - SUADT
- ☐ Mme la directrice départementale de l'agriculture et de la forêt
- ☐ M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
- ☐ M. le directeur des services départementaux d'incendie et de secours
- ☐ M. le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- ☐ M. le directeur régional des affaires culturelles